

L'International Campaign to Ban Landmines (ICBL)

Les mines antipersonnel sont de petits engins explosifs conçus pour être placés au sol ou sous le sol. Ces armes peuvent faire beaucoup de morts parmi les populations civiles et celles-ci peuvent avoir des conséquences sur le long terme puisqu'elles peuvent s'activer encore des années après avoir été posées. Dès lors, ces armes posent au moins deux problèmes. D'une part, elles ne cessent pas de tuer après la fin d'un conflit et d'autre part, elles ne font pas la distinction entre un militaire et un civil.

Au début des années 1990 plusieurs rapports « d'acteurs humanitaires et des hôpitaux de la Croix Rouge ont mis en lumière le problème des mines antipersonnel dans les pays d'Afrique et d'Asie » (Sidani 2014 : 133). En 1992, six ONG se positionnent pour leur interdiction et « décident de constituer une structure commune destinée à coordonner leurs efforts et amplifier la mobilisation contre les mines » (Chasles, 2012 : 57) : la coalition *International Campaign to Ban Landmines* (ICBL) voit le jour. Parmi ces six ONG trois sont américaines (Human Rights Watch, Physicians for Human Rights et Vietnam Veterans of America Foundation) et trois européennes (Mine advisory group (UK), Medico international (Allemagne) et Handicap International (FR)). Par la suite, « près de 1200 ONG et personnalités vont se joindre à cette campagne » (Sidani, 2014 : 133).

Afin de coordonner ses actions, l'ICBL va rapidement s'accorder sur la « nécessité de mener des stratégies multi-niveaux : dans les États d'origine des organisations, dans les forums régionaux et sur l'arène internationale » (Grossman et Saurugger, 2012 : 198). Plusieurs campagnes nationales vont être menées par les ONG qui se reconnaissent dans la cause portée par l'ICBL. Les stratégies adoptées au niveau national « varient fortement d'un pays à l'autre. Par exemple, alors qu'aux États-Unis, les ONG collaborent étroitement avec le sénateur Leahy, qui devient l'un des porte-parole du mouvement, en France, Handicap International mène une campagne par le biais des médias pour l'essentiel » (Grossman et Saurugger 2012 : 198). Ces campagnes nationales vont permettre de donner un ancrage à l'ICBL, qui le met à profit « pour renforcer ses activités de plaidoyer au niveau international » (Chasles, 2012 : 58).

En 1995, les négociations internationales pour la révision de la Convention de 1980 sur certaines armes classiques marquent une occasion pour l'ICBL « d'affirmer sa présence et son expertise au niveau international et d'exposer les gouvernements réticents ou tentant de bloquer les négociations (...) » (Grossman et Saurugger 2012 : 199). À l'issue de ces négociations, le Canada annonce son intention de collaborer avec l'ICBL afin d'aboutir à un traité international sur l'interdiction des mines antipersonnel.

En ce sens, l'ICBL se présente comme une coalition de cause (Keck et Sikkink 1998). D'une part, les acteurs de l'ICBL partagent un système de croyances commun, constatant les problèmes engendrés par les mines antipersonnel – notamment le fait qu'elles ne cessent pas de tuer après un conflit armé et qu'elles ne font pas de distinction entre combattants et civils – et défendant dès lors l'idée selon laquelle il faudrait les interdire. D'autre part, l'ICBL agit dans le cadre d'une initiative partiellement institutionnalisée sur une période donnée.

Avec le soutien d'un levier politique, le Canada, les mobilisations de l'ICBL aboutissent à l'adoption de la *Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production, et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction*, à Oslo, en 1997. L'ICBL reçoit le Prix Nobel de la paix la même année. En janvier 2024 la Convention rassemble 164 parties, à l'exception notable des Etats-Unis, de la Chine et de la Russie.

Références

Chasles, Jean-Marie. 2012. La mobilisation des ONG en faveur du désarmement et de la maîtrise des armements. *Les Cahiers de l'Orient*, 105(1) : 53-64.

Grossman, Emiliano et Sabine Saurugger. 2012. *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*. Paris : Armand Colin.

Keck, Margaret E. et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Cornell University Press.

Sidani, Soraya. 2014. *Intégration et déviance au sein du système international*. Paris : Presses de Sciences Po.